

Pouvoir d'achat : nos propositions

« Le Parti Socialiste soutient les Français qui défendent leur pouvoir d'achat et demande l'organisation d'une conférence nationale sur le financement de la transition écologique ». C'est ce qu'ont expliqué le Premier secrétaire fédéral, Yohann Nédélec, et Pierre Moal, secrétaire fédéral à la riposte numérique, le 12 novembre lors d'une conférence de presse.



Il faut expliquer et accompagner

C'est à l'unanimité que le bureau national a adopté une résolution présentant le point de vue des socialistes face à la colère qui monte. Les hausses des prix de l'essence, du gasoil et du fioul domestique suscitent un mécontentement croissant qui s'exprimera, notamment, le 17 novembre.

Si la mobilisation citoyenne prend de l'ampleur, ce n'est pas parce que nos concitoyens sont opposés aux mesures de transition énergétique, mais parce que ces augmentations s'ajoutent à une politique fiscale injuste, à des restrictions déjà imposées aux retraités, aux fonctionnaires, aux locataires, aux malades, aux familles... et que le produit de la surtaxation des carburants ne finance qu'à hauteur de 20% les politiques environnementales. Les taxes augmentent, mais l'effort budgétaire consacré à la transition énergétique reste stable.

Les socialistes ont d'autant plus de légitimité pour intervenir sur cette question, que la loi de transition énergétique, portée par Ségolène Royal et adoptée en août 2015, reste totalement pertinente pour répondre aux défis de la transition énergétique. Mais, Emmanuel Macron a changé les règles du jeu : il a accéléré les augmentations

de taxes et il a baissé un certain nombre d'aides pour la transition énergétique. À cela s'est ajoutée la hausse du prix du baril. Le gouvernement n'en est pas responsable mais la sagesse voudrait qu'il en tienne compte.

Aujourd'hui, les socialistes avancent quatre propositions pour sortir de l'impasse dans laquelle le gouvernement s'est embourbé. D'abord, décider un moratoire sur les hausses de carburants déjà programmées. Ensuite, intégrer une « composante carburant » dans le chèque énergie et élargir le chèque énergie à 8,5 millions de Français qui ont des revenus modestes et ne disposent pas de transports en commun pour se rendre sur leur lieu de travail.

Enfin, il faut organiser très rapidement une conférence nationale sur le financement de la transition écologique. Car l'écologie n'est pas l'adversaire de la justice sociale. Elle doit au contraire être une composante essentielle de la lutte contre les inégalités. « **Nous sommes contre l'écologie punitive et il faut au contraire expliquer et accompagner les ménages et les collectivités locales qui ont un rôle essentiel à jouer dans la transition énergétique** », a insisté Yohann Nédélec.

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 15/11/2018

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Les masques tombent

On ne sort de l'ambiguïté qu'à ses dépens. Depuis des mois le parti présidentiel refusait de s'exprimer sur ses futures alliances européennes. Car il ne suffit pas de présenter des listes aux élections européennes. Encore faut-il savoir à quel groupe les élus se rattacheront. Car, élire en France, des parlementaires européens qui ne rejoignent aucun des grands groupes comme le PSE (25%) ou le PPE (36%), c'est se condamner à l'impuissance.

Depuis le 10 novembre, on sait enfin que les marcheurs vont faire alliance avec... les libéraux dont le groupe rassemble 11,4% des eurodéputés. Au moins c'est cohérent avec l'action que mène la majorité présidentielle en France.

Mais ça l'est moins avec le discours présidentiel qui dit vouloir « une Europe qui protège davantage » et soit moins « ouverte à tous vents ».

Mais les marcheurs ne sont pas à une contradiction près et tout le monde a bien compris, en France, que cette élection n'est vue, par les macronistes, que comme un galop d'essai avec les Municipales.

Quel élevage pour le XXI^e siècle ?

L'élevage breton est à un moment charnière de son histoire. Quelle direction va-t-il emprunter ? Pour tenter d'y voir plus clair, la confédération paysanne du Finistère a organisé, le 25 octobre, une conférence-débat sur ce thème au centre de formation de Saint-Ségal.



Jacques Cabaret, vétérinaire à l'INRA

Pour Christian Nicourt et Jacques Cabaret (INRA), l'histoire de l'agriculture bretonne est marquée par la déliaison. Ce concept, qui trouve son origine dans le vocabulaire maritime, décrit la situation des agriculteurs qui sont de plus en plus seuls. Le phénomène n'est pas généralisé et il existe de nombreuses variantes, en fonction des élevages. Mais la spécialisation des productions conduit à cette déliaison, poussée à son

paroxysme pour certaines productions intégrées, comme les volailles.

La question du bien-être animal est évidemment une préoccupation permanente pour les éleveurs.

«L'agriculture bretonne doit miser sur la qualité.»

Aujourd'hui, les agriculteurs doivent faire évoluer leurs pratiques pour correspondre aux attentes des consommateurs en matière de sécurité alimentaire, de qualité des produits et de bien-être animal. Pour les membres de la confédération paysanne, la course au gigantisme est une impasse. L'amélioration des conditions de travail passe au contraire par des unités de production à taille humaine.

Pour Joël Kerlonou, la question de l'abattage mérite aussi d'être traitée. **«On peut élever nos animaux dans les meilleures conditions possibles, leur donner de l'espace et une alimentation saine mais en quelques minutes, si l'abattage n'est pas effectué dans de bonnes conditions, tous ces efforts**

peuvent être réduits à néant.» Une des solutions pourrait consister à généraliser l'abattage à la ferme, au moins de manière à éviter le stress du transport.

Dans un contexte de baisse de la consommation de viande, les producteurs bretons n'ont d'autre choix, pour que notre région demeure l'une des plus dynamiques dans le domaine agricole, que de miser sur la qualité.

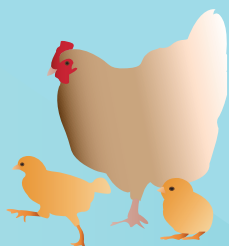


La Bretagne doit miser sur la qualité

Si tous les scénarios sont possibles, plusieurs éléments permettent d'envisager l'avenir avec un optimisme certain car, tous les agriculteurs qui convertissent leurs exploitations en bio ou qui vendent leur production dans des circuits courts, voient leurs revenus et leur qualité de travail s'améliorer.

La Bretagne, terre d'élevage

Volailles

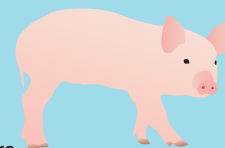


1 poulet français sur **3** est produit en Bretagne.

6,2 milliards d'œufs de consommation sont produits en Bretagne soit **43%** de la production nationale.

La filière avicole bretonne : **18 620** emplois.

Porcs

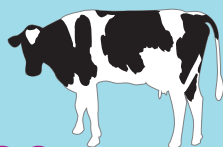


13,5 millions de porcs charcutiers ont été abattus en Bretagne en 2017.

56 % du cheptel français est élevé dans les **5859** sites d'élevage bretons.

La filière porcine bretonne : **30 000** emplois.

Lait



775 000 vaches laitières sont élevées dans **11 300** exploitations en Bretagne.

La part de notre région dans la production française est de **31 %** pour la poudre de lait écrémée, **26 %** pour le beurre et de **22 %** pour la crème conditionnée.

La filière laitière bretonne : **34 620** emplois.

Oui à la télémédecine, mais...

Innovation majeure qui peut améliorer la prise en charge des patients, la télémédecine ne peut pas être considérée comme la panacée pour résoudre le problème des déserts médicaux. C'est ce qu'a expliqué le sénateur Jean-Luc Fichet dans une tribune publiée par le Trombinoscope.

« **L'accès aux soins est un enjeu fondamental pour nos concitoyens. Or, l'accroissement des inégalités territoriales face à l'offre de soin est préoccupant** », souligne en préambule le sénateur du Finistère qui a fait de la lutte contre les déserts médicaux une de ses priorités.

« **En effet, selon une étude de la DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques) de mai 2017, 8% de la population réside dans une commune sous-dotée en médecins généralistes. Les inégalités sont encore plus fortes en ce qui concerne les spécialistes.**

Face à ce constat inquiétant, qui concernent les territoires ruraux mais aussi de nombreux espaces urbains ou périurbains, il nous faut trouver des solutions efficaces et

à même de garantir l'accès de tous aux soins médicaux. Et ce, précise Jean-Luc Fichet, dans un contexte où le vieillissement de la population et la forte augmentation du nombre de maladies chroniques nous obligent à repenser l'offre et l'organisation des soins sur tout le territoire.

En la matière, la télémédecine est incontestablement un outil dont nous devons nous saisir », estime le sénateur, citant pêle-mêle la téléconsultation, la téléexpertise, le dossier médical partagé.

« Cependant, qu'en est-il de la télémédecine dans les territoires où

la désertification médicale est de plus en plus intense ? », s'interroge Jean-Luc Fichet. **« Constitue-t-elle une solution durable pour garantir l'accès aux soins à ceux qui y résident ? Assurément non, tant la e-santé doit s'envisager comme un complément et non un substitut à l'accès traditionnel à l'offre de soin. Rien ne pourra en effet remplacer la part d'appréciation subjective du praticien liée à la présence physique du patient et qui peut, dans certains cas, s'avérer essentielle à l'établissement du bon diagnostic.**

C'est pourquoi il nous faut continuer à lutter sans relâche contre la pénurie de médecins dans certains territoires. Sur ce sujet, force est de constater que beaucoup a déjà été tenté : soutien à la formation, aides contractuelles à l'installation mise en place par l'État, aides conventionnelles et fiscales, concours des collectivités territoriales... »

Jean-Luc Fichet se demande, en conclusion, s'il faut poursuivre dans cette voie incitative qui ne s'avère pas très efficace. Ou alors faut-il envisager des mesures coercitives ? Pour le sénateur la question mérite d'être posée.



La télémédecine n'est pas la panacée

En savoir plus

Congrès de l'UDB



Yohann Nédélec, Premier secrétaire fédéral, et Jean-Paul Vermot, secrétaire fédéral aux relations avec les partenaires, ont assisté, le 10 novembre, au congrès de l'UDB qui se tenait à Châteaulin. L'occasion pour eux d'évoquer les futures échéances.

La sécurité sociale, hier, aujourd'hui et demain

Dans la continuité d'un premier débat consacré à la place de l'hôpital dans le système de santé qui s'est tenu au

mois d'octobre, le Pôle des questions du XXI^e siècle, animé par Catherine Huon et Rachel Nicolas, organise le mercredi 28 novembre, à 20h00 au local du Parti Socialiste à Brest, une conférence-débat sur la Sécurité Sociale : son histoire depuis la création en 1945, les réformes successives jusqu'à nos jours, pour conclure sur les enjeux, risques, perspectives, mobilisations nécessaires aujourd'hui pour garantir à tous un système de santé égalitaire et pérenne.

Ce débat sera animé par Maxime Paul, vice-président de la Mutuelle Familiale et sera suivi d'une discussion libre.

1 000 emplois pour le Très Haut Débit

Alors que le déploiement de la fibre optique monte en puissance en Bretagne, les entreprises peinent à recruter des salariés conducteur de nacelle, technicien réseaux, monteur-raccordeur télécom, dessinateur-projeteur, géomaticien...

Or, près de 1 000 embauches vont être nécessaires d'ici 2022.

À la veille du démarrage de la phase 2 du programme Bretagne Très Haut Débit (2019-2023), la Région Bretagne, a donc bâti, avec l'État, Pôle emploi, Mégalis Bretagne et le Syndicat des Entreprises de Génie Électrique et Climatique, une filière complète de formation susceptible de répondre aux attentes des entreprises. Elle sera présentée mercredi prochain à une trentaine d'entre elles afin de les inciter à s'en saisir, l'enjeu étant d'assurer dans les meilleurs délais la couverture en très haut débit de tout le territoire. Un point sera fait à cette occasion sur le déploiement du projet BTHD et les besoins en qualification qu'il nécessite. « Des entreprises qui ont recruté des salariés à la suite de formations témoigneront de leur expérience », précise Gwenegon Bui, conseiller régional et vice-président du syndicat Mégalis.

Agenda

28 novembre

20h00 : Conférence-débat sur la Sécurité sociale, au local du PS à Brest.

8 décembre

10h00 : Conseil fédéral à Carhaix.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1247 - Vendredi 16 novembre 2018
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



Mexique : la situation reste explosive

François Boucher

C'est avec soulagement que les Mexicains ont appris la victoire des démocrates à la chambre des représentants. Pour autant, les relations avec leur voisin du nord ne sont pas encore apaisées et pourraient même s'envenimer, prévient François Boucher, conseiller consulaire au Mexique et membre de l'assemblée des Français de l'étranger.

Cap Finistère : Comment ont été accueillis les résultats des élections de midterm alors que la question du mur avec le Mexique ou des réfugiés du Honduras ont été au cœur de la campagne ?

François Boucher : La victoire des démocrates à la chambre des représentants a été accueillie avec soulagement. Ils vont pouvoir freiner Trump, comme les Républicains avaient empêchés Barack Obama de mettre en œuvre son projet de loi sur la santé et la sécurité sociale.

Car depuis l'élection de Trump, il y a deux ans, les relations entre les États-Unis et ses voisins du sud, en particulier le Mexique, se sont considérablement tendues. Surtout autour du projet de mur à la frontière que le président américain voulait faire payer aux Mexicains ! La réaction mexicaine a été unanime pour dénoncer et refuser ce projet.

Cap Finistère : Quelles conséquences pourraient avoir la baisse des aides américaines pour les pays d'Amérique centrale promises par Trump en représailles aux colonnes de réfugiés qui s'acheminent vers les USA ?

François Boucher : La menace est prise très au sérieux par les autorités guatémaltèques. On sait bien que les États-Unis ne peuvent pas stopper l'ensemble de leurs aides du jour au lendemain. Mais les pays d'Amérique centrale sont très dépendants de l'aide américaine. Une réduction pourrait avoir des conséquences désastreuses dans des pays déjà en proie à de graves difficultés économiques et sociales.

Cap Finistère : Qui sont les réfugiés qui traversent le Mexique pour rejoindre les États-Unis ?

François Boucher : Ils viennent d'Amérique centrale, essentiellement de trois pays : du Salvador, du Guatemala et du Honduras. La situation est si difficile dans ces pays où règne une extrême violence que des milliers de paysans sont contraints de fuir. Ce sont les

plus pauvres des pauvres qui parvenaient jusqu'ici à survivre en produisant du café. Ces petits paysans n'ont plus rien à perdre et décident de tenter leur chance aux États-Unis.



On estime à 200 le nombre de personnes qui, chaque jour, quittent l'Amérique centrale pour tenter de rentrer aux États-Unis. Mais les derniers chiffres, qui viennent d'être publiés, montrent que 30 à 40 % des personnes qui tentent d'émigrer sont soit capturées, soit tuées par les mafias mexicaines. Ils et elles n'ont pas décidé de former des colonnes pour faire peur aux Américains mais simplement parce que, groupés, ils sont moins vulnérables vis-à-vis des groupes qui cherchent à les exploiter. Donc le nombre ne change pas, mais au lieu de partir à quelques-uns chaque jour, ils partent à 1 000 ou 2 000 toutes les semaines.

On voit beaucoup de femmes et d'enfants dans les caravanes de réfugiés. C'est parce que la traversée du Mexique est si dangereuse pour eux qu'ils doivent se déplacer en nombre. Sans ces colonnes, ces femmes et ces jeunes n'auraient pas tenté d'émigrer. Mais comme ils n'ont pas le choix, ils se sont organisés pour être le plus en sécurité possible. Et, il y a un effet boule de neige puisque d'autres candidats à l'émigration se joignent à eux.

Cap Finistère : Comment vois-tu l'évolution des relations entre les États-Unis et l'Amérique centrale alors que le Mexique vient d'élire un président de gauche ?

François Boucher : On peut espérer, passées les élections, que Donald Trump se calmera. Mais, compte-tenu de son caractère impulsif, personne n'est sûr de rien. Des militaires sont stationnés sur la frontière et on ne sait pas ce qui se passera si des colonnes de réfugiés tentent de la passer. Le nouveau président de gauche, Lopez Obrador, qui prendra officiellement ses fonctions le 1^{er} décembre peut leur proposer de rester au Mexique. Mais c'est bien aux États-Unis qu'ils veulent se rendre. Lopez Obrador tient un discours de solidarité vis-à-vis des réfugiés. En règle générale, les colonnes sont plutôt bien accueillies même si, au départ, l'armée mexicaine a tenté de les empêcher d'entrer au Mexique.

Mais la situation est explosive et on ne sait pas ce qui peut se passer si des colonnes tentent de franchir le Rio Grande.